



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions\Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/

Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission

NA
Ontario

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'offre demeurent
les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Fourniture d' assistants de recher Fourniture d' assistants de recherche	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-21A050/B	Date 2021-01-27
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-21-A050	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier KIN-0-54097 (510)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-510-8254	
Date of Original Request for Standing Offer 2021-01-05 Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-02-08 Heure Normale du l'Est HNE	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Barltrop, David	Buyer Id - Id de l'acheteur kin510
Telephone No. - N° de téléphone (613) 328-1650 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Royal Military College of Canada PO Box 17000 - Station Forces Kingston, ON K7K 7B4	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6369-21A050/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6369-21-A050

N° de la modif - Amd. No.
001
File No. - N° du dossier
KIN-0-54097

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin510
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

W6369-21A050/B Fourniture d'assistants de recherche – Modification n° 001

Cette modification vise à répondre aux questions de l'offrant et à modifier des parties de la demande d'offre à commandes (DOC).

Voir : Date/heure de clôture

Supprimer : la totalité de l'entrée

Insérer : Date/heure de clôture

La réception des soumissions prend fin le 8 février 2021 à 14 h

Q1. Veuillez vous reporter à la section 5.2.3.1 – Attestation de contenu canadien à la page 16 de la DOC. Le paragraphe 4 de la clause A3050T du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) stipule que 80 % du service offert doit être fourni par une personne qui réside au Canada. Selon l'expérience du soumissionnaire, le Collège militaire royal (CMR) a, par le passé, demandé à des personnes qui n'étaient pas basées au Canada (universitaires étrangers) d'effectuer la recherche (ou le travail requis) à distance. Le soumissionnaire demande donc respectueusement la confirmation que le travail à distance en dehors du Canada ne sera pas autorisé dans le cadre de cette offre à commandes.

R1. Cette clause stipule que 80 % du service offert doit être fourni par une personne qui réside au Canada, ce qui laisse 20 % du service pouvant être fourni par des personnes qui résident à l'extérieur du Canada.

Q2. Veuillez consulter la section 6.1 – Exigences de sécurité à la page 17 de la DOC, qui précise que toutes les ressources de l'entrepreneur doivent avoir une cote de fiabilité ou une cote de sécurité de niveau « Secret ». Cependant, le soumissionnaire comprend que de nombreuses personnes attribuées au CMR pour fournir des services n'ont pas accès à des documents classifiés mais peuvent avoir besoin d'un accès au Réseau étendu de la Défense (RED). Le soumissionnaire demande donc respectueusement la confirmation que les ressources individuelles qui ne sont pas requises pour accéder aux données désignées ou classifiées peuvent être engagées si elles ne possèdent pas une cote de sécurité valide.

R2. Toutes les ressources qui ont accès au campus du CMR et au RED doivent posséder une cote de sécurité valide.

Q3. Veuillez consulter la section 7.5.2 à la page 20 de la DOC, qui stipule que le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent. Si le chargé de projet est responsable du contenu technique de la commande, il semblerait qu'il y ait un chevauchement avec les responsabilités du responsable technique énumérées dans la partie 7. Comme la demande de propositions n'identifie pas le chargé de projet, le soumissionnaire demande donc respectueusement ce qui suit :

- a. la confirmation que le chargé de projet sera nommé dans l'offre à commandes qui en résultera;

- b. une clarification sur la délimitation des responsabilités entre le chargé de projet et le responsable technique.

R3. La section 7.5.2 a été modifiée pour tenir compte du responsable technique et sera révélée au cours de l'émission de l'offre à commandes.

Voir : PARTIE 7 – OFFRE PERMANENTE ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, A. OFFRE PERMANENTE, 7.5 Autorités

Supprimer : 7.5.2 Chargé de projet, dans son intégralité;

Insérer : 7.5.2 Responsable technique

La responsable technique de l'offre à commandes est :

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de l'ensemble du contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Q4. Veuillez consulter la section 7.7 – Utilisateurs identifiés à la page 20 de la DOC. Bien que cette section indique que l'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est le CMR, l'énoncé des travaux (EDT) précise plus loin à la section 8.1, à la page 29, qu'en aucun cas le personnel de l'entrepreneur ne doit obtenir des commandes subséquentes, des instructions et des spécifications directement d'un employé ou d'un représentant du CMR. Comme ces deux déclarations semblent contradictoires, le soumissionnaire demande respectueusement des précisions sur la manière dont les représentants autorisés des utilisateurs identifiés dans le cadre de l'offre à commandes seront identifiés avant la publication de tout instrument de commande. On peut soutenir qu'il est nécessaire de disposer d'une liste des représentants autorisés des utilisateurs identifiés pour que l'entrepreneur puisse confirmer que toute commande reçue provient d'un utilisateur identifié valide dans le cadre de l'offre à commandes et ayant le pouvoir de conclure un contrat.

R4. Le représentant du CMR responsable de l'émission des commandes sera clairement indiqué au cours de l'émission.

Voir : ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, 8. EXIGENCES, 8.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Supprimer : En aucun cas le personnel de l'entrepreneur ne doit recevoir les offres à commandes, les instructions et les spécifications directement d'un employé ou d'un représentant du CMR.

Insérer : En aucun cas le personnel de l'entrepreneur ne doit recevoir les instructions et les spécifications directement d'un employé ou d'un représentant du CMR.

Q5. Veuillez consulter l'annexe A, section 8.1 – Exigences générales, à la page 29 de la DOC, qui précise que l'entrepreneur peut avoir recours à des étudiants de la région de Kingston, en Ontario, pour alimenter son bassin de personnel acceptable. Le soumissionnaire demande donc respectueusement si l'entrepreneur peut fournir des étudiants de l'EXTÉRIEUR de la région de Kingston, en Ontario, pour alimenter son bassin de personnel acceptable et, dans l'affirmative, ces personnes peuvent-elles être attribuables à d'autres universités canadiennes?

R5. Cela est acceptable, mais la priorité doit être accordée aux étudiants de la région de Kingston, en Ontario.

Voir : ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, 8. EXIGENCES, 8.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Supprimer : Il est essentiel d'attirer des chercheurs qualifiés de haut calibre pour effectuer les travaux et de maintenir un environnement stable pour assurer la continuité. L'entrepreneur peut faire appel à des étudiants de la région de Kingston pour combler son bassin de chercheurs acceptables, s'il y a lieu. Les détenteurs de doctorat et de maîtrise sont les chefs des équipes de recherche du CMR et ils sont responsables auprès de la faculté pour l'avancement des travaux et la préparation des éléments livrables.

Insérer : Il est essentiel d'attirer des chercheurs qualifiés de haut calibre pour effectuer les travaux et de maintenir un environnement stable pour assurer la rétention du personnel. L'entrepreneur peut faire appel à des étudiants de l'université pour alimenter son bassin de personnel acceptable, le cas échéant, la priorité doit être accordée aux étudiants de la région de Kingston, en Ontario. Les détenteurs de doctorats ou de maîtrise sont les chefs des équipes de recherche du CMR et ils sont responsables auprès de la Faculté pour l'avancement des travaux et la préparation des éléments livrables.

Q6. Veuillez vous référer à l'annexe A, section 8.3.11 – Chef de l'équipe scientifique à la page 30 de la DOC (version anglaise). Le langage utilisé pour ce paragraphe est le suivant : « Le coordonnateur du programme » et non « le chef de l'équipe scientifique ». S'agit-il d'une erreur de langage ou la ressource mentionnée au point 8.3.10 ci-dessus exécute-t-elle les tâches mentionnées pour le chef d'équipe scientifique?

R6. Il s'agissait d'une erreur administrative, corrigée comme suit.

Voir : ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, 8.3 TÂCHE ET ÉLÉMENTS LIVRABLES, 8.3.11 CHEF DE L'ÉQUIPE SCIENTIFIQUE

Supprimer : Le coordonnateur du programme doit accomplir les tâches et fournir les éléments livrables suivants, sans toutefois s'y limiter :

Insérer : Le chef d'équipe scientifique doit effectuer les tâches et fournir les éléments livrables suivants, sans toutefois s'y limiter :

Q7. Veuillez vous référer à l'annexe A, sections 6, Contrainte (6.2 et 7), Formation, aux pages 28 et 29 de l'EDT. Ces sections indiquent qu'il peut y avoir des moments où la formation du Programme de sécurité générale du CMR et la formation spécialisée sont nécessaires pour une composante unique de la recherche. Dans les rares cas où il n'y a pas de candidats ayant la formation spécialisée ou lorsque le bassin de candidats est artificiellement limité en raison de la formation spécialisée, le CMR peut payer la formation, avec l'autorisation du chargé de projet. Le soumissionnaire demande donc respectueusement la confirmation que le Canada ajoutera une catégorie « coûts directs » à l'annexe B, Base de paiement, pour couvrir les rares cas où le remboursement de la formation est requis.

R7. Non, une catégorie de coûts directs ne sera pas ajoutée à l'annexe B, Base de paiement. Dans les cas où les ressources de l'entrepreneur sont tenues de suivre une formation en matière de santé et de sécurité conformément aux règlements du ministère de la Défense nationale (MDN), l'entrepreneur pourra assister aux cours du MDN requis sans frais supplémentaires.

Q8. Veuillez vous référer à l'annexe A, section 9 – Exigences en matière de rapport de l'EDT à la page 34, qui précise que les feuilles de temps de l'employé doivent inclure le nombre d'heures de jours fériés et d'heures de vacances dont dispose l'employé. Comme le nombre d'heures de vacances disponibles est du ressort de l'employeur, et pour éviter la perception d'une relation employeur/employé entre le CMR et les ressources de l'entrepreneur, le soumissionnaire demande respectueusement que l'exigence selon laquelle les feuilles de temps des employés doivent inclure le nombre d'heures de jours fériés et d'heures de vacances dont disposent les employés soit supprimée.

Q8. D'accord, la section 9 est modifiée comme suit :

Voir : ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, 9. EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS

Supprimer : Dans son intégralité;

Insérer : Les feuilles de temps doivent indiquer clairement le mois, le numéro de la commande, le nombre d'heures travaillées et les jours fériés (le cas échéant) pour chaque ressource. Les feuilles de temps seront utilisées pour vérifier la prestation des services au CMR.

Q9. Veuillez consulter la section B – Indexation à l'annexe B, Base de paiement. Cette section stipule que les taux du personnel peuvent être revus annuellement par l'offrant pendant les cinq années que durera l'offre à commandes. En outre, elle indique que l'ajustement ne doit pas dépasser le pourcentage de variation de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation du Canada, tous postes confondus, non désaisonnalisés, publié dans le tableau 5 du n° 62-001-XPB au catalogue de Statistique Canada, pour l'année civile précédente. Toutefois, ce tableau a été supprimé en juin 2018. Le soumissionnaire demande donc respectueusement la confirmation que le Canada acceptera à la place l'utilisation du tableau 18-10-0005-01 Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisée disponible à la page suivante : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1810000501>.

R9. D'accord.

Voir : Excel Spreadsheet basis_of_payment_f.xlsx

Supprimer : **B. INDEXATION**, dans son intégralité;

Insérer : **B. INDEXATION**

Les taux relatifs au personnel indiqués ci-dessous peuvent être revus annuellement par l'offrant pendant les cinq années que durera l'offre à commandes. L'ajustement ne doit pas dépasser le pourcentage de variation de l'indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non corrigée des variations saisonnières, publié dans le tableau n° 18-10-0005-01 de Statistique Canada, pour l'année civile précédente. Le catalogue est disponible sur le site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca).
